



Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

NON A L'EXTREME DROITE ! OUI AU PROGRES SOCIAL !

Réuni ce 6 avril 2011 pour statuer sur la situation du syndicat CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, le Comité national de la Fédération CGT des Services publics a adopté les décisions suivantes :

« Considérant la publicité donnée par Fabien Engelmann à son adhésion au FN, parti prônant des thèses contraires aux valeurs de la CGT, et l'utilisation à cette occasion de son appartenance à la CGT,

Considérant la confiance renouvelée par la majorité des adhérents du syndicat de Nilvange à F. Engelmann après cette annonce publique,

Considérant les rencontres organisées avec F. Engelmann et les adhérents de son syndicat, réunions qui n'ont pas conduit à ce que le point de vue de ces derniers évolue dans le sens des statuts et orientations de la CGT,

- *Le Comité National Fédéral réuni le 6 avril décide, en accord avec l'Union départementale 57 et sur la base des statuts confédéraux et fédéraux, la désaffiliation du syndicat des territoriaux de Nilvange. A compter de la notification de cette décision, il n'y aura donc plus de syndicat CGT à la mairie de Nilvange.*
- *Le CNF acte la nécessité de poursuivre le travail de reconstruction d'un syndicat CGT dans la collectivité.*
- *Les adhérents du syndicat, dès notification de la décision de désaffiliation, ne seront de ce fait plus adhérents à la CGT. Celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur adhésion à la CGT, sur la base du partage de ses valeurs, pourront ré-adhérer et devront pour cela prendre contact avec la Coordination Syndicale Départementale des Services publics.*
- *S'agissant de Fabien Engelmann, le CNF constate qu'il s'est de lui-même mis en dehors de la CGT en l'instrumentalisant au profit d'un parti prônant des thèses contraires à nos valeurs et en conduisant ainsi son syndicat à la désaffiliation.»*

Plus largement, le CNF a affirmé sa détermination à combattre toute nouvelle tentative d'instrumentalisation au profit des thèses de l'extrême droite et de leur banalisation. Il a en outre adopté un plan de travail d'alerte et d'information des agents territoriaux quant aux projets du Front national concernant la Fonction publique, projets contraires aux principes de neutralité, d'égalité de traitement, et porteurs de graves régressions pour les services publics territoriaux, leurs usagers et leurs agents.

Le CNF considère enfin que les politiques gouvernementales et patronales de régression sociale créent les conditions de la montée de l'extrême droite. Le meilleur moyen de lutter contre celle-ci est donc le développement du rapport de force, par les luttes et la syndicalisation pour porter haut et fort l'exigence du progrès social.

Montreuil, le 6 avril 2011